

Unité départementale des Yvelines  
Pôle Elevages Ouest  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 12/09/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visites d'inspection des 02 et 12/05/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SELESTE SCIC**

13 avenue du Maréchal Juin  
69720 Saint-Bonnet-De-Mure

Code AIOT : 0057800021

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/05/2025 dans l'établissement SELESTE SCIC implanté 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'absence de réception de point de situation quotidien du stockage de cadavres depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 18/04/2025 ne laissait pas présager de sa mise en application fidèle par l'exploitant. Aussi, deux visites d'inspection inopinées effectuées le 2 et le 12 mai 2025 ont été conduites pour s'assurer de la bonne prise en compte par la société des mesures conservatoires qui lui ont été prescrites par ledit arrêté.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SELESTE SCIC
- 6 rue Jean Moulin Z.A du moulin à vent 78280 Guyancourt
- Code AIOT : 0057800021
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SELESTE SCIC est un établissement d'incinération de cadavres d'animaux exploité sous le régime de l'autorisation et relevant de la rubrique 2740 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Réception des cadavres d'animaux	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 2	Demande d'action corrective	0 jour

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Avancement de la régularisation du stockage	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 3	Sans objet
3	Stockage de cadavres	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 4	Sans objet
4	Stockage de cadavres	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 5	Sans objet
5	Stockage de cadavres	Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 6	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant n'a pas respecté les mesures conservatoires qui lui étaient imposées par le biais de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/04/2025 en ne cessant pas la réception des cadavres d'animaux et en ne transmettant pas de point de situation quotidien de l'avancement de son stockage de cadavres d'animaux.

L'exploitant a reconnu avoir été prévenu par ses salariés (eux-mêmes prévenus par l'inspecteur du travail du site) que sa lecture de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18/04/2025 n'était pas la bonne. L'exploitant a néanmoins maintenu ses réceptions de cadavres sans, au préalable, rechercher auprès de l'Inspection des installations classées des explications concernant les mesures conservatoires et préférant invoquer une erreur de compréhension de la part de l'inspecteur du travail.

L'exploitant prétend ne pas avoir compris les mesures conservatoires et avoir cru qu'elles ne devaient s'appliquer que 15 jours après la notification de l'arrêté préfectoral. La compréhension par l'exploitant d'une mise en application des mesures conservatoires, supposées améliorer les conditions de stockage, à l'issue du délai de mise en demeure au terme duquel le stockage doit retrouver une situation conforme apparaît très peu logique à l'équipe d'inspection. Ce point nourrit une certaine défiance à l'égard des déclarations de l'exploitant.

Néanmoins, au terme des deux visites des 2 et 12 mai 2025, l'équipe d'inspection constate que les conditions de stockage se sont nettement améliorées. L'Inspection des installations classées doute cependant de la capacité de l'exploitant à maintenir ces conditions de stockage dans la durée eu égard à l'inadéquation entre les capacités de stockage de l'établissement et son niveau d'activité. **Pour cette raison, l'inspection propose de maintenir la mise en demeure.**

L'exploitant doit désormais s'attacher strictement à corriger les manquements et à communiquer en toute transparence avec l'Inspection des installations classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réception des cadavres d'animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Suspension des réceptions
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1er :</b> La société SELESTE SCIC, dont le siège est à Bailly-Romainvilliers (77700) 26 avenue Christian Doppler, pour les installations qu'elle exploite à Guyancourt (78280) ZA du Moulin à Vent - 6 rue Jean Moulin, est tenue de respecter sans délais les dispositions conservatoires de l'article 2 et 3 du présent arrêté, et mise en demeure de respecter, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4 à 6 du présent arrêté.  <b>Article 2 :</b> L'exploitant ne reçoit plus aucun cadavre tant que les dispositions des articles 3 à 6 du présent arrêté ne sont pas respectées. Les cadavres stockés par l'exploitant et dont le poids est supérieur à 40 kg sont évacués vers une autre installation dûment autorisée à les recevoir, dans le respect des règles de traçabilité en vigueur.
<b>Constats :</b>  Lors du contrôle du 2 mai 2025, l'équipe d'inspection constate que des clients sont accueillis dans l'établissement (avec le cadavre de leur animal de compagnie, en vue de sa crémation). L'équipe d'inspection demande à l'exploitant si des réceptions de cadavres sont en cours et/ou ont eu lieu depuis le 25/04/2025, date de la notification de l'arrêté préfectoral du 18/04/2025 mettant en demeure et imposant des mesures conservatoires à la société SELESTE SCIC. L'exploitant répond par l'affirmative et procure à l'équipe d'inspection la liste des réceptions effectuées depuis cette notification. L'exploitant indique n'avoir pas compris qu'il devait cesser les réceptions de cadavres.  L'équipe d'inspection explique à l'exploitant que la réception de cadavres aurait dû et doit être immédiatement stoppée tant que les dispositions des articles 3 à 6 de l'arrêté préfectoral du 18/04/2025 ne sont pas respectées. A l'issue de l'inspection du 2 mai 2025 l'équipe d'inspection précise à l'exploitant que la reprise de la réception des cadavres ne pourra se faire qu'une fois qu'il aura reçu l'accord formel de l'Inspection des installations classées, après respect des conditions rappelées par les articles 3 à 6 de l'arrêté de mise en demeure du 18/04/2025.  Lors du contrôle du 12 mai 2025, l'inspection constate que les conditions de reprise de la réception des cadavres fixées par les articles 3 à 6 de l'arrêté de mise en demeure du 18/04/2025 sont respectées (cf fiches de contrôle suivantes). Dans l'intervalle entre le 2 et le 12 mai, les réceptions de cadavres se sont toutefois poursuivies. L'exploitant explique qu'il dispose de plusieurs sites de crémation et qu'il a procédé à des transferts vers ses autres installations, se servant du site de Guyancourt comme d'un point de regroupement des cadavres surnuméraires vers ces dernières.  <b>Non-conformité n°20250512-NC-1 :</b> L'exploitant poursuit les réceptions de cadavres d'animaux au sein de ses installations de Guyancourt. L'exploitant doit cesser ses réceptions de cadavres sans délai puis transmettre un compte-rendu quotidien d'avancement, lequel doit indiquer sa capacité à respecter les conditions de stockage

fixées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 18 avril 2025 et, le cas échéant, une demande d'autorisation de reprise des réceptions de cadavres.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

## N° 2 : Avancement de la régularisation du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Compte-rendu d'avancement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>Article 1er :</b> La société SELESTE SCIC, dont le siège est à Bailly-Romainvilliers (77700) 26 avenue Christian Doppler, pour les installations qu'elle exploite à Guyancourt (78280) ZA du Moulin à Vent - 6 rue Jean Moulin, est tenue de respecter sans délais les dispositions conservatoires de l'article 2 et 3 du présent arrêté, et mise en demeure de respecter, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4 à 6 du présent arrêté.</p> <p><b>Article 3 :</b> L'exploitant rend compte quotidiennement à l'Inspection des installations classées de l'avancée du traitement et/ou de l'évacuation de son stock de cadavres en transmettant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre de cadavres incinérés et masse de chacun ;</li> <li>- le nombre de cadavres évacués vers d'autres installations de traitement dûment autorisées à les recevoir et identité de ces installations (nom, SIRET, adresse, date de l'arrêté d'autorisation d'exploiter) ;</li> <li>- sa capacité à respecter les conditions de stockage fixées à l'article 4 du présent arrêté et, le cas échéant, une demande d'autorisation de reprise des réceptions de cadavres.</li> </ul> <p>Ce compte-rendu est adressé par courriel à l'adresse suivante : <a href="mailto:elevages-ouest.cdspir.ud78.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr">elevages-ouest.cdspir.ud78.drieat-if@developpement-durable.gouv.fr</a></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 2 mai 2025, l'équipe d'inspection explique à l'exploitant n'avoir reçu aucun courriel de point d'avancement de la situation du stockage depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 18/04/2025.</p> <p>L'exploitant explique qu'il avait mal compris la prescription et son délai de mise en oeuvre.</p> <p>Au cours du contrôle du 2 mai 2025, l'équipe d'inspection explique à l'exploitant que la décision de reprise des réceptions de cadavres d'animaux sera prise par l'Inspection des installations classées sur demande formelle de l'exploitant après que ce dernier qui assurera que la situation du stockage de cadavres est redevenue conforme aux prescriptions applicables.</p> <p>Depuis le 2 mai 2025, l'Inspection des installations classées est destinataire de points quotidiens de situation de l'avancement de la régularisation des conditions de stockage de cadavres.</p> <p>Ces points de situation révèlent que les réceptions de cadavres n'ont pas cessé, l'exploitant explique qu'il dispose d'autres installations d'incinération dans d'autres départements et que la majorité des réceptions réalisées à Guyancourt le sont avant transfert vers ces autres établissements.</p>

**La mise en demeure n'est néanmoins pas levée**, l'exploitant doit poursuivre ses envois quotidiens de points de situation tant qu'il n'aura pas reçu d'autorisation formelle de la part de l'Inspection des installations classées de reprendre les livraisons de cadavres. L'inspection des installations classées doute en effet de la capacité de l'exploitant à maintenir de façon pérenne un stockage de cadavres conforme aux exigences réglementaires, en raison d'une capacité de stockage a priori inadaptée au rythme de l'incinération.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Stockage de cadavres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Agencement des cadavres dans les locaux de stockage à température négative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1er :</b> La société SELESTE SCIC, dont le siège est à Bailly-Romainvilliers (77700) 26 avenue Christian Doppler, pour les installations qu'elle exploite à Guyancourt (78280) ZA du Moulin à Vent - 6 rue Jean Moulin, est tenue de respecter sans délais les dispositions conservatoires de l'article 2 et 3 du présent arrêté, et mise en demeure de respecter, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4 à 6 du présent arrêté.  <b>Article 4 :</b> L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en limitant son stockage de cadavres aux seuls locaux dont le sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 12 mai 2025, l'équipe d'inspection a pu constater que les conditions de stockage de cadavres sont respectées. Néanmoins, <b>l'Inspection des installations classées ne propose pas de lever la mise en demeure relative à ces prescriptions</b> , souhaitant s'assurer que l'exploitant est en mesure de maintenir ces conditions de stockage même avec un flux plus important, lorsque que l'autorisation formelle de reprise des réceptions de cadavres aura pu être donnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Stockage de cadavres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 5
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Propreté des installations
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1er :</b> La société SELESTE SCIC, dont le siège est à Bailly-Romainvilliers (77700) 26 avenue Christian Doppler, pour les installations qu'elle exploite à Guyancourt (78280) ZA du Moulin à Vent - 6 rue Jean Moulin, est tenue de respecter sans délais les dispositions conservatoires de l'article 2 et 3 du présent arrêté, et mise en demeure de respecter, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4 à 6 du présent arrêté.  <b>Article 5 :</b> L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en adoptant des modalités de rangement permettant de rendre accessible : <ul style="list-style-type: none"><li>• le sol du local frigorifique en vue de faciliter son nettoyage et son entretien ;</li><li>• chaque sac mortuaire afin de faciliter la lecture des informations dont il est porteur sans manipulations excessives.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 12 mai 2025, l'équipe d'inspection a pu constater que les conditions de

stockage de cadavres sont respectées.

Néanmoins, **l'Inspection des installations classées ne propose pas de lever la mise en demeure relative à ces prescriptions**, souhaitant s'assurer que l'exploitant est en mesure de maintenir ces conditions de stockage même avec un flux plus important, lorsque que l'autorisation formelle de reprise des réceptions de cadavres aura pu être donnée.

**Type de suites proposées :** Sans suite



N° 5 : Stockage de cadavres

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/04/2025, article 1 et 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Chambres froides à température négative
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b>Article 1er :</b> La société SELESTE SCIC, dont le siège est à Bailly-Romainvilliers (77700) 26 avenue Christian Doppler, pour les installations qu'elle exploite à Guyancourt (78280) ZA du Moulin à Vent - 6 rue Jean Moulin, est tenue de respecter sans délais les dispositions conservatoires de l'article 2 et 3 du présent arrêté, et mise en demeure de respecter, dans le délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles 4 à 6 du présent arrêté.  <b>Article 6 :</b> L'exploitant est mis en demeure de respecter, sous 15 jours à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 10 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 en procédant à l'incinération de son stock de cadavres jusqu'à ce que ce dernier soit exclusivement contenu dans le local à température négative d'infrastructure. L'exploitant traite en priorité les cadavres dont l'étanchéité des sacs mortuaires est défectueuse puis ceux dont la date d'arrivée est supérieure à un mois.
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection du 12 mai 2025, l'équipe d'inspection a pu constater que les conditions de stockage de cadavres sont respectées. Néanmoins, <b>l'Inspection des installations classées ne propose pas de lever la mise en demeure relative à ces prescriptions</b> , souhaitant s'assurer que l'exploitant est en mesure de maintenir ces conditions de stockage même avec un flux plus important, lorsque que l'autorisation formelle de reprise des réceptions de cadavres aura pu être donnée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite